

*Initiatives ministérielles*

J'en ai vu un cas très précis il y a un mois à peine. Deux médecins de ma ville ont sauvé une entreprise manufacturière à Woodstock, en Ontario. Cette entreprise, appelée Amertek, fabrique les meilleurs camions à incendie en Amérique du Nord, probablement les meilleurs au monde, à tel point qu'elle a obtenu des commandes de l'armée américaine et l'a remporté sur des fabricants américains et européens. En fait, un des camions à incendie d'Amertek protège le président des États-Unis à la Maison Blanche de même qu'au Camp David. Son camion à incendie a servi dans le golfe Persique, et lorsque son concurrent tomba en panne à cause de la chaleur et du sable du désert, le camion canadien fut le seul à être à la hauteur de la situation. Cela valut une autre commande au fabricant.

Pour en arriver là, l'entreprise a dû faire beaucoup de recherche et de développement et a dû recourir énormément à sa marge de crédit auprès de la banque. Je ne nommerai pas la banque, car je ne veux pas l'embarrasser et je ne voudrais pas non plus que cette excellente entreprise manufacturière canadienne, Amertek, en souffre.

Elle a connu une expérience éprouvante car, alors qu'elle allait commencer à honorer cette nouvelle commande, juste comme elle lançait la chaîne de production et se préparait à livrer une première fournée de camions, le directeur de la banque lui a réduit sa marge de crédit de 20 p. 100 sans préavis. Incroyable, sans préavis, alors qu'elle devait payer les salaires et payer ses fournisseurs. Oh! je ne devrais pas dire sans préavis. L'entreprise a naturellement eu une discussion avec le directeur de la banque, mais évidemment, après avoir perdu du terrain dans la discussion, le directeur a tout simplement appelé un jour pour annoncer que la marge de crédit était réduite de près de 20 p. 100.

Grâce à la Corporation commerciale canadienne, qui relève du ministre du Commerce extérieur, l'entreprise a été sauvée. Elle livre ses camions à incendie. Elle a obtenu une autre commande de l'Égypte. Elle emploie 180 des meilleurs ouvriers du pays à Woodstock, et elle poursuit ses activités.

Je ne crois pas que la centralisation des pouvoirs par les institutions bancaires au Canada soit bon. Je ne crois pas que cela serve bien le consommateur canadien. Je ne crois pas que cela aidera les petites et moyennes entreprises. J'admets que nous avons besoin de lois en matière de crédit. Je veux bien veiller à ce que le surintendant des institutions financières ou bancaires ait accès aux livres et registres de tous les établissements bancaires, mais ce à

quoi je m'oppose, c'est au fait que les cinq ou six grandes banques au pays semblent former une clique, se serrer les coudes. Si une banque refuse de vous aider, les cinq autres en feront probablement autant.

Nous devons trouver le moyen de faire savoir surtout aux petites et moyennes entreprises qu'il existe d'autres solutions, d'autres sources de financement. Si j'appuie fermement ce projet de loi, et naturellement nous pouvons nous adresser au comité et apporter quelques changements sur certains aspects, c'est entre autres en raison de l'objectif qu'il vise. Nous devons intensifier la concurrence dans le secteur financier. Nous devons redonner espoir aux propriétaires de petites et de moyennes entreprises.

• (1220)

Pas plus tard que lundi, j'ai rencontré le président d'une grande maison de commerce du centre-ville de Toronto. Nous avons discuté du fait qu'il semble y avoir très peu de fonds sur le marché, très peu d'argent que les banques accepteraient de prêter pour assurer la reprise économique. À cause de leur déficit, les gouvernements fédéral et provinciaux contractent tellement d'emprunts importants que les effets s'en font ressentir sur notre dollar, dont la valeur augmente à cause de la conversion des emprunts à l'étranger. Cependant, de nombreuses sociétés d'assurances possèdent actuellement des ressources considérables en capitaux. Ainsi, à mon avis, toute mesure prévoyant une restructuration qui rendrait ces capitaux plus accessibles aux petites et moyennes entreprises est une bonne chose pour le pays.

Si les entreprises ont un sentiment de confiance, dans le sens qu'elles peuvent compter sur un financement adéquat, alors elles seront naturellement plus disposées à prendre des risques et, en prenant plus de risques, elles créeront plus d'emplois. Si nous pouvons créer plus d'emplois, cela réduira nos dépenses au titre de l'assurance-chômage, de l'aide sociale et même de l'aide aux réfugiés.

Actuellement, il y a environ 2 millions de chômeurs au Canada, et c'est un problème. L'esprit d'entreprise dans notre pays est presque au point mort. Les entreprises fonctionnent essentiellement d'un mois à l'autre. Il y a beaucoup de nervosité, et le moral est bas. Le crédit est limité, les liquidités sont rares et, par conséquent, les entreprises ne veulent pas prendre de risques.

Je sais que le député de Mississauga est d'accord avec moi à ce propos. Nous devons trouver une façon de raviver l'esprit d'entreprise. Actuellement, je crois que la meilleure façon d'y arriver, c'est d'essayer de montrer